

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 maart 2004;
 Gelet op het protocol nr. 316 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 9 april 2004;
 Gelet op het advies nr. 36.962/2 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;
 Gelet op de beraadslaging van de Regering van 2 juni 2004,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1999 betreffende de toekenning van een kledingtoelage aan sommige personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "of van niveau 4" afgeschaft en de woorden "kamerbewaarder of magazijnknecht" vervangen door de woorden "kamerbewaarder".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

C. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2956

[2004/202454]

27 MAI 2004. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des services « Espaces-Rencontres » (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o services « Espaces-Rencontres » : les services qui s'adressent aux familles en situation de rupture, de divorce ou de séparation, et qui exercent les missions visées à l'article 4;

2^o parents : le père, la mère, les grands-parents ou toute autre personne titulaire d'un droit aux relations personnelles avec l'enfant au bénéfice duquel intervient le service « Espaces-Rencontres »;

3^o Commission : la Commission consultative wallonne des services « Espaces-Rencontres »;

4^o Ministre : le Ministre ayant la Politique familiale dans ses attributions;

5^o administration : les services désignés par le Gouvernement.

Art. 3. Les services « Espaces-Rencontres » peuvent être agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Les services « Espaces-Rencontres » mentionnent sur tous leurs actes, documents ou publications qu'ils sont agréés en vertu du présent décret.

CHAPITRE II. — Des missions

Art. 4. § 1^{er}. Les services « Espaces-Rencontres » ont pour missions :

1^o de permettre au parent avec lequel l'enfant ne vit pas un exercice normal de son droit aux relations personnelles lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle;

2^o de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er} sont exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou à la demande des parents.

§ 3. Elles sont réalisées :

1^o en organisant des rencontres entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas;

2^o en encadrant par un tiers neutre l'exercice du droit aux relations personnelles.

CHAPITRE III. — De l'agrément

Art. 5. Un service « Espaces-Rencontres » est agréé dans chaque arrondissement judiciaire.

Lorsque le nombre d'habitants, la configuration géographique ou la concentration des différentes problématiques rencontrées par les services « Espaces-Rencontres » le requièrent, le Gouvernement peut agréer, sur avis de la Commission, un ou plusieurs services supplémentaires dans le même arrondissement.

Art. 6. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le service « Espaces-Rencontres ».

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte au minimum les documents et informations suivants :

1^o la description des tâches assurées par le service;

2^o les statuts du pouvoir organisateur;

3^o la composition des organes d'administration;

- 4° la composition et la qualification du personnel;
- 5° le volume des prestations;
- 6° le règlement d'ordre intérieur;
- 7° le plan des locaux.

Art. 7. Pour être agréé, le service « Espaces-Rencontres » doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé et organisé par une province, une association de communes ou de C.P.A.S., une fondation ou une association sans but lucratif;
- 2° avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 3° accomplir de manière régulière les missions visées à l'article 4;
- 4° fournir ses prestations sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 5° disposer de locaux permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif, d'une permanence d'accueil, d'entretiens confidentiels et de rencontres entre parents et enfants;
- 6° disposer d'un coordinateur exerçant les tâches visées à l'article 9;
- 7° disposer d'un règlement d'ordre intérieur précisant au minimum :
 - la répartition des tâches au sein du service « Espaces-Rencontres »;
 - les droits et devoirs des membres du personnel;
- 8° s'engager à respecter le Code de déontologie défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel et à l'organisation des locaux.

Art. 8. L'agrément est accordé par le Gouvernement, sur avis de la Commission, pour un terme de cinq ans. Il est renouvelable à la demande du service « Espaces-Rencontres ».

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé provisoirement pour une durée d'un an. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire de l'autorité, prolongé pour une période de quatre ans.

L'agrément peut être suspendu ou retiré, sur avis de la Commission, pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément. Il prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir ses observations.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement*

Art. 9. Le coordinateur travaille en concertation avec les membres du personnel et veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, ainsi qu'aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

Art. 10. Les membres du personnel ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Art. 11. Les membres du personnel tiennent un registre d'activités conforme au modèle fixé par le Gouvernement, dans lequel sont répertoriés le nombre et le type de consultations. Ce registre n'est accessible qu'aux membres du personnel et aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement pour le contrôle des services. Les informations qui y figurent sont anonymisées.

Art. 12. Le service « Espaces-Rencontres » peut réclamer aux parents, pour son intervention, une contribution financière en respectant un tarif maximal et des modalités fixés par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Du subventionnement*

Art. 13. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services « Espaces-Rencontres » agréés des subventions couvrant :

- 1° des dépenses de personnel;
- 2° des frais de fonctionnement.

Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités d'octroi des subventions.

CHAPITRE VI. — *Du contrôle*

Art. 14. Les services « Espaces-Rencontres » agréés établissent annuellement :

1° un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés, ainsi qu'une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact;

2° un rapport d'activités quantitatif.

Le modèle des rapports d'activités est fixé par le Gouvernement.

Les rapports sont transmis à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'année à laquelle ils se rapportent.

Art. 15. Les services « Espaces-Rencontres » subventionnés en application du chapitre V doivent :

1° communiquer annuellement à l'administration les informations suivantes portant sur l'exercice écoulé :

- avant le 30 avril, les pièces justificatives des salaires des personnes admissibles aux subventions et les preuves de paiement des charges patronales, ainsi que les pièces justificatives des frais de fonctionnement;
- avant le 30 juin, la comptabilité tenue conformément aux dispositions légales qui leur sont applicables;

2° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

En cas de non-respect des dispositions du présent décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci, les subventions peuvent être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Celui-ci prévoit notamment la possibilité pour le service concerné de faire valoir ses observations préalablement à toute décision de réduction ou de suspension des subventions.

CHAPITRE VII. — *De la Commission consultative wallonne des services « Espaces-Rencontres »*

Art. 16. § 1^{er}. Il est créé une Commission consultative wallonne des services « Espaces-Rencontres ».

§ 2. Outre la mission de rendre des avis en application de l'article 8, alinéas 1^{er} et 3, la Commission a pour missions :

1^o d'assurer les contacts nécessaires à une collaboration efficace entre les services « Espaces-Rencontres », l'administration et le Gouvernement;

2^o de remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis ou proposition sur les problématiques pour lesquelles les services « Espaces-Rencontres » interviennent.

Art. 17. § 1^{er}. La Commission est composée des membres suivants, nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans :

1^o quatre représentants des services « Espaces-Rencontres », proposés par ceux-ci;

2^o quatre personnes au maximum, choisies pour leur compétence dans les matières traitées par les services « Espaces-Rencontres »;

3^o trois délégués du Gouvernement;

4^o deux délégués de l'administration.

Les mandats sont renouvelables.

Le Gouvernement désigne également, pour chaque membre effectif, un suppléant.

§ 2. Les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, siègent avec voix consultative.

§ 3. Le président et le vice-président sont désignés par le Gouvernement parmi les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 4. Le secrétariat de la Commission est assuré par un des membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o.

§ 5. La Commission établit un rapport annuel qu'elle communique au Gouvernement, lequel l'adresse au Conseil régional wallon, pour le 30 avril de chaque année.

Art. 18. Le Gouvernement fixe le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres de la Commission.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Des sanctions*

Art. 19. Toute personne qui organise ou dirige une association portant, sans être agréée, l'appellation « Espaces-Rencontres » est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 20. § 1^{er}. Sans préjudice du § 2, les services subsidiés par le Ministère de la Justice en date du 31 décembre 2003 bénéficient d'un agrément provisoire pour une durée d'un an commençant à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, les services visés au § 1^{er}, introduisent une demande d'agrément conformément à l'article 6.

A défaut, l'agrément provisoire visé au § 1^{er}, est retiré de plein droit le premier jour qui suit l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 704 (2003-2004), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion. Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2956

[2004/202454]

27 MEI 2004. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten « Espaces-Rencontres » (Ontmoetingsruimten) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° diensten « Espaces-Rencontres » : diensten bestemd voor gezinnen die in een situatie van een relatiebreuk, scheiding of echtscheiding verkeren, en belast met de opdrachten bedoeld in artikel 4;

2° ouders : de vader, moeder, grootouders of elke andere persoon die houder is van een recht op persoonlijke relaties met het kind waarvoor de dienst « Espaces-Rencontres » tussenkomt;

3° Commissie : de Waalse adviescommissie van de diensten « Espaces-Rencontres »;

4° Minister : de Minister die voor het Gezinsbeleid bevoegd is;

5° administratie : de diensten aangewezen door de Minister.

Art. 3. De diensten « Espaces-Rencontres » kunnen door de Regering erkend worden als ze voldoen aan de voorwaarden die bij of krachtens dit decreet vastgelegd worden.

De diensten 'Espaces-Rencontres' vermelden in al hun akten, stukken of publicaties dat ze krachtens dit decreet erkend zijn.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten

Art. 4. § 1. De diensten « Espaces-Rencontres » vervullen de volgende opdrachten :

1° de ouder met wie het kind niet samenleeft de mogelijkheid geven om zijn recht op persoonlijke relaties normaal uit te oefenen als dat recht onderbroken wordt of als het met moeite of op conflictueuze wijze uitgeoefend wordt;

2° bijdragen tot de totstandbrenging of het herstel van de relatie tussen het kind en de ouder met wie het niet samenleeft.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1 worden vervuld in het kader van een rechterlijke of administratieve procedure, of op verzoek van de ouders.

§ 3. Ze worden vervuld :

1° door ontmoetingen te organiseren tussen het kind en de ouder met wie het niet samenleeft;

2° door een neutrale derde aan te wijzen om de uitoefening van het recht op persoonlijke relaties te begeleiden.

HOOFDSTUK III. — Erkenning

Art. 5. In elk gerechtelijk arrondissement wordt een dienst « Espaces-Rencontres » erkend.

De Regering kan na advies van de Commissie één of meer bijkomende diensten erkennen in hetzelfde arrondissement indien die erkenningen zich opdringen vanwege het aantal inwoners, de geografische configuratie of de concentratie van verschillende problematieken die de diensten « Espaces-Rencontres » tegenkomen.

Art. 6. De dienst « Espaces-Rencontres » richt zijn aanvraag om erkenning aan de Regering.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van de aanvraag, om erkenning. Dat dossier bevat hoe dan ook de volgende stukken en gegevens :

1° de omschrijving van de taken die de dienst vervult;

2° de statuten van de inrichtende macht;

3° de samenstelling van de bestuursorganen;

4° de samenstelling en de kwalificatie van het personeel;

5° de omvang van de dienstverstrekkingen;

6° het huishoudelijk reglement;

7° het plan van de lokalen.

Art. 7. De dienst « Espaces-Rencontres » wordt erkend als hij de volgende voorwaarden vervult :

1° hij is opgericht en wordt georganiseerd door een provincie, een vereniging van gemeenten of O.C.M.W.'s, een stichting of een vereniging zonder winstoogmerk;

2° de zetel van zijn activiteiten is gevestigd in het Waalse Gewest;

3° hij vervult regelmatig de opdrachten bedoeld in artikel 4;

4° hij verstrekt zijn diensten zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, mening of sociale herkomst;

5° hij beschikt over lokalen die ruimte bieden voor de organisatie van een administratief secretariaat, een onthaaldienst, vertrouwelijke gesprekken en ontmoetingen tussen ouders en kinderen;

6° hij beschikt over een coördinator die instaat voor de taken bedoeld in artikel 9;

7° hij beschikt over een huishoudelijk reglement dat hoe dan ook voorziet in :

— de verdeling van de taken;

— de rechten en plichten van de personeelsleden;

8° hij verbindt zich tot de inachtneming van de deontologische code die de Regering vastlegt.

De Regering bepaalt de specifieke erkenningsvoorwaarden betreffende het personeel en de organisatie van de lokalen.

Art. 8. De Regering verleent de erkenning voor vijf jaar, na advies van de Commissie. De erkenning kan op verzoek van de dienst « Espaces-Rencontres » verlengd worden.

In het geval van een aanvraag om erkenning van een nieuwe dienst wordt de erkenning tijdelijk verleend voor de duur van één jaar. Na afloop van die termijn wordt de erkenning verlengd voor vier jaar, behoudens andersluidende beslissing van de overheid.

De erkenning kan na advies van de Commissie opgeschort of ingetrokken worden wegens niet inachtneming van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning.

Ze bepaalt de modaliteiten om beroep in te dienen in geval van weigering, opschorting of intrekking van de erkenning. Ze voorziet met name in de mogelijkheid voor betrokken dienst om zijn opmerkingen te laten gelden.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

Art. 9. De coördinator werkt in overleg met de personeelsleden en staat o.a. in voor de toepassing van het arbeidsreglement, voor de naleving van de verschillende regelgevingen die van kracht zijn, voor de organisatie van het ploegenwerk, alsmede voor de relaties met de subsidiërende overheden.

Art. 10. De personeelsleden, alsook elke persoon die individuele dossiers mag inkijken, zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

Art. 11. De personeelsleden houden een activiteitenregister bij naar het door de Regering bepaalde model, waarin het aantal en het soort raadplegingen vermeld staan. Dat register kan slechts ingekeken worden door de personeelsleden en de ambtenaren die de Regering aanwijst om controle op de diensten uit te oefenen. De gegevens die er in voorkomen zijn anoniem.

Art. 12. De dienst « Espaces-Rencontres » kan de ouders om een financiële bijdrage verzoeken voor zijn tussenkomst, mits inachtneming van een maximumtarief en van modaliteiten die de Regering bepaalt.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëring*

Art. 13. De Regering verleent de erkende diensten « Espaces-Rencontres » binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies ter dekking van :

1° personeelsuitgaven;

2° werkingskosten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 14. De erkende diensten « Espaces-Rencontres » stellen jaarlijks de volgende verslagen op :

1° een uitvoerig kwalitatief activiteitenverslag bevattende o.a. een analyse van de behandelde problemen, de methodes gehanteerd naar gelang van de problemen en de doelstellingen, alsook een evaluatie van die methodes wat betreft de doelmatigheid en de weerslag ervan;

2° een kwantitatief activiteitenverslag.

Het model van de activiteitenverslagen wordt door de Regering bepaald.

De verslagen worden aan de administratie gericht uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarop ze betrekking hebben.

Art. 15. De gesubsidieerde diensten « Espaces-Rencontres » zijn overeenkomstig hoofdstuk V verplicht :

1° jaarlijks de administratie kennis te geven van de volgende gegevens betreffende het afgelopen boekjaar :

— vóór 30 april, de bewijsstukken van de lonen van de personen die in aanmerking voor subsidies en de bewijsstukken van de betaling van de werkgeverslasten, alsook die van de werkingskosten;

— vóór 30 juni, de boeken, gehouden overeenkomstig de wetsbepalingen die er toepasselijk op zijn;

2° de administratie zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis te geven van elke wijziging aangebracht in de statuten en in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel.

Bij niet-inachtneming van de bepalingen van dit decreet en van de bepalingen genomen krachtens dit decreet kunnen de subsidies verminderd of ingetrokken worden volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. De Regering voorziet o.a. in de mogelijkheid voor betrokken dienst om zijn opmerkingen te laten gelden vóór elke beslissing tot vermindering of intrekking van de subsidies.

HOOFDSTUK VII. — *Waalse adviescommissie van de diensten « Espaces-Rencontres »*

Art. 16. § 1. Er wordt een Waalse adviescommissie van de diensten « Espaces-Rencontres » opgericht.

§ 2. Behalve adviesverlening overeenkomstig artikel 8, eerste en derde lid, vervult de Commissie de volgende opdrachten :

1° ze legt de nodige contacten voor een doelmatige samenwerking tussen de diensten « Espaces-Rencontres », de administratie en de Regering;

2° ze geeft advies of doet voorstellen i.v.m. de problemen waarvoor de diensten « Espaces-Rencontres » tussenkomen, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering.

Art. 17. § 1. De Commissie bestaat uit de volgende leden, die de Regering voor vier jaar aanwijst, :

1° vier vertegenwoordigers van de diensten « Espaces-Rencontres », door hen voorgedragen;

2° maximum vier personen gekozen vanwege hun bevoegdheid voor de aangelegenheden behandeld door de diensten « Espaces-Rencontres »;

3° drie afgevaardigden van de Regering;

4° twee afgevaardigden van de administratie.

De Regering wijst ook een plaatsvervanger aan voor elk gewoon lid.

§ 2. De leden bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, 3° en 4°, hebben zitting met raadgevende stem.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering aangewezen onder de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 1° en 2°.

§ 4. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door één van de leden bedoeld § 1, eerste lid, 4°.

§ 5. De Commissie stelt een jaarverslag op en richt het aan de Regering, die het uiterlijk 30 april van elk jaar aan de Waalse Gewestraad overmaakt.

Art. 18. De Regering bepaalt het bedrag van de presentiegelden en van de reisvergoedingen van de Commissieleden.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

HOOFDSTUK VIII. — *Straffen*

Art. 19. Elke persoon die een vereniging met de benaming « Espaces-Rencontres » organiseert of leidt zonder erkenning, is strafbaar met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een boete van 100 à 1.000 euro, of met slechts één van die straffen.

HOOFDSTUK XI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 20. § 1. De diensten die op 31 december 2003 door het Ministerie van Justitie waren gesubsidieerd, genieten een tijdelijke erkenning van één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, onverminderd § 2.

§ 2. De diensten bedoeld in § 1 dienen overeenkomstig artikel 6 een aanvraag om erkenning in binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Bij gebreke daarvan wordt de tijdelijke erkenning bedoeld in § 1 van rechtswege ingetrokken op de eerste dag na afloop van de termijn bedoeld in het vorige lid.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 704 (2003-2004), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.

Bespreking. Stemming.